



ELECTIONS DU 13 AU 20 OCTOBRE 2011

Vous pensez que tout va bien ?

Vous pensez qu'il ne faut rien changer ?

Surtout ne votez pas SUD Éducation Alsace !

Sinon, jetez un coup d'œil à ce qui suit...

Depuis des années, les contre-réformes libérales de l'éducation se sont succédées, confortées par la passivité et parfois la complicité d'un syndicalisme institutionnel qui s'est contenté de les accompagner en jouant le jeu du « dialogue social ». Or nous savons tous qu'il n'y a plus de dialogue social : cela fait des années que ces contre-réformes sont imposées par le haut, sans concertation.

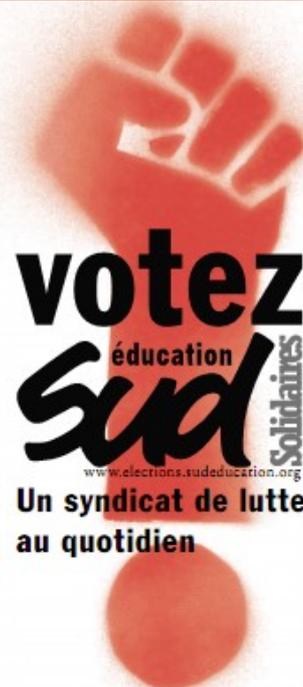
Jouer le jeu de la cogestion, c'est participer à la destruction du service public d'éducation.

A SUD Éducation, nous essayons de construire un autre syndicalisme :

- Un syndicalisme intercatégoriel qui défend tous les salariés de la maternelle à l'université, titulaires comme précaires et revendique l'intégration de tous les personnels dans un corps unique : à travail égal, salaire égal.
- Un syndicalisme de lutte qui ne propose pas de solution miracle mais soutient l'auto-organisation des salariés et permet l'implication de tou-te-s dans le cadre d'assemblées générales. Nous refusons la création d'une caste de professionnels du syndicalismes éloignés du terrain.
- Un syndicalisme interprofessionnel, au sein de l'union syndical Solidaires, car les travailleurs de tous les secteurs, public et privés, ont fondamentalement les mêmes intérêts.
- Un syndicalisme contre toute discrimination.

Pourquoi voter SUD si je veux que ça change ?

- ➔ Pour exprimer un refus clair et net du massacre du service public et laïc d'éducation et envoyer un signal fort au ministère et au gouvernement.
- ➔ Pour élire des représentant-e-s qui portent la voix des luttes et qui défendent tous les personnels.
- ➔ Pour permettre l'existence et le développement du syndicalisme de lutte et de transformation sociale, donner du poids à une orientation et des pratiques syndicales alternatives.
- ➔ Pour refuser la transformation managériale de la gestion des personnels, l'arbitraire et les pressions hiérarchiques, la mise au pas des personnels, la répression des résistances.
- ➔ Pour porter l'exigence d'une autre école, une autre société. SUD Éducation lutte pour le droit à l'école pour tou-te-s, pour une école publique, gratuite, laïque et émancipatrice dans une société solidaire, démocratique et égalitaire.



Élections au Comité Technique Académique

Les élections d'octobre 2011 permettront de désigner les représentants des personnels qui siègeront face à l'administration pour 4 ans dans les instances départementales, académiques et nationales.

SUD Éducation ne se fait aucune illusion sur le caractère consultatif du comité technique : les décisions sont prises bien en amont. Cependant, notre présence dans ce comité nous permettra de relayer les informations à nos collègues, de nous faire leur voix et d'assurer notre représentativité en tant qu'organisation syndicale qui cherche à construire un syndicalisme alternatif.

Hors de question d'élire des permanents, déconnectés des réalités du terrain : à Sud les décharges de nos élus et militants n'excèdent jamais un mi-temps. L'enjeu n'est pas d'élire des professionnels du syndicalisme, mais de soutenir le syndicalisme de lutte auquel nous voulons donner des représentants face à l'administration.

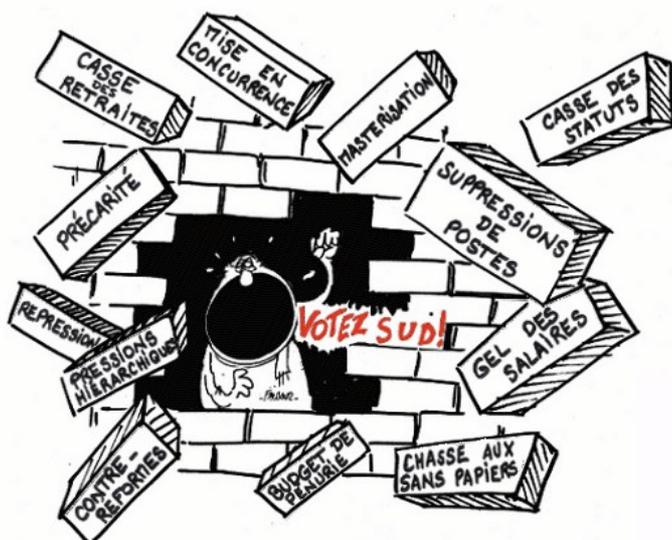
SUD Éducation veut construire la lutte dans l'unité des salarié-e-s

→ Pour une école publique laïque et véritablement gratuite, une école de l'égalité des droits contre l'école du tri social, de la ghettoïsation et du fichage informatique.

→ Pour la création d'emplois statutaires (enseignants, de vie scolaire, administratifs, de service, de santé et sociaux).

→ Pour la défense d'une école publique, laïque et gratuite pour tous. Pour la nationalisation de l'enseignement privé. Contre le modèle de l'entreprise dans l'organisation de l'école et la gestion des personnels.

→ Pour l'arrêt des recrutements de salariés précaires et pour la titularisation de tous sans condition de concours ou de nationalité.



→ Pour la défense et l'extension de services publics accessibles à tous sur l'ensemble du territoire.

→ Pour le maintien et l'extension de l'ensemble des droits sociaux et des droits du travail (retraite, temps de travail, formations, santé).

→ Contre le blocage des salaires. Contre la multiplication des heures supplémentaires et des primes qui nous divisent. Pour une augmentation générale des salaires : 300 euros pour tous.